



Indispensable mobilisation pour la Politique de la Ville

Francis LEC, Président du groupe "Somme à Gauche",
a rencontré François PUPPONI, Député-maire de Sarcelles, Président de l'ANRU
(AGENCE NATIONALE POUR LA RÉNOVATION URBAINE)
pour dynamiser la Politique de la Ville dans la Somme et à Amiens

Francis LEC, Président du groupe "Somme à Gauche" a rencontré **François PUPPONI**, Député-maire de Sarcelles et Président de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ce mardi 8 novembre 2016.

Ils ont évoqué

- le bilan très positif du 1^{er} Plan de rénovation urbaine qui vient de s'achever en 2016 et qui a consacré près de 333 millions d'Euros à la rénovation des quartiers prioritaires d'Amiens (Amiens Sud-Est, Étouvie, Amiens Nord).
- le nouveau Plan de rénovation urbaine qui s'étalera sur 5 ans pour le Département et Amiens.

1. Amiens doit présenter d'urgence des projets concrets, innovants et solides pour bénéficier des 1 Milliard d'Euros qui viennent d'être ajoutés par le Président de la République en faveur de la rénovation urbaine

Le 27 octobre dernier, à l'occasion du 1^{er} Forum national des conseils citoyens qui a réuni à Paris-la-Villette près de 1000 conseillers citoyens, le Président de la République s'est engagé à amplifier l'accompagnement par l'État des mesures visant à améliorer les conditions de vie dans les quartiers populaires. Il a ainsi annoncé :

- **l'engagement financier de 1 milliard d'euros supplémentaire sur le reste de la durée du nouveau programme de renouvellement urbain.** Une enveloppe qui s'ajoute aux 5 milliards d'euros budgétés pour accompagner les projets intégrés de territoire ;
- **l'augmentation de 50 % de la dotation Politique de la Ville**, soit 50 millions d'euros supplémentaires par an ;
- **le lancement anticipé de la 3^e édition de l'appel à projet du Programme d'Investissement d'Avenir** pour accompagner les projets innovants ;
- **l'augmentation de la dotation de solidarité urbaine à 180 millions d'euros** pour soutenir les capacités d'investissement des collectivités.

Francis LEC a ainsi longuement plaidé pour que les quartiers d'Amiens bénéficient pleinement de ces moyens supplémentaires au nom de la solidarité nationale et des enjeux de cohésion sociale.

Le Président de l'ANRU a entendu cette alerte sur les enjeux de la Politique de la Ville d'Amiens et a assuré que l'ANRU étudiera au mieux toute demande qui lui sera faite.

2. La Ville d'Amiens doit présenter un programme de rénovation avec de nouvelles initiatives pour les quartiers, ce qui n'est pas encore le cas selon le Président de l'ANRU.

Francis LEC a insisté auprès du Président de l'ANRU pour que les engagements de l'État concernant la reconstruction du COLVERT et la rénovation des COURSIVES, qui avaient fait l'objet de projets et de consultations sous la précédente majorité, soient fermement soutenus.

François PUPPONI et Francis LEC ont cependant constaté une absence inquiétante de la Ville d'Amiens et d'Amiens Métropole en faveur d'initiatives nouvelles.

3. Stopper la politique d'abandon des grands quartiers FAFET et BROSOLETTTE

Le Conseiller départemental a par ailleurs souligné que l'équipe FOURÉ-GEST en place avait certes continué le portage des dossiers précédemment engagés, mais en grignotant tellement les ambitions, que les projets s'en trouvaient dénaturés et quasi-vidés de toutes perspectives d'amélioration concrètes et visibles de la vie des habitants.

Ainsi la démolition du quartier FAFET s'est faite sans le plan d'accompagnement prévu, ce qui a entraîné la fermeture de l'école maternelle et menace le maintien des classes des écoles primaires et à moyen terme l'existence même du Collège César Franck. Cet abandon détruit les liens de voisinage qui existaient depuis longtemps et trahi la promesse faite aux habitants expulsés de pouvoir réintégrer leur quartier, s'ils le souhaitent.

Par ailleurs la rénovation des COURSIVES d'Étouvie n'a pas véritablement évolué depuis 3 ans, le renouvellement du Marché du COLVERT étant renvoyé à 2020 à condition qu'il n'y ait aucune difficulté dans un dossier délicat, et cela malgré le soutien de l'EPARECA (établissement en charge de la dynamisation du commerce dans les quartiers prioritaires).

4. Dynamiser la démocratie participative en assurant un vrai fonctionnement démocratique des Conseils-citoyens

Enfin, les Conseils-citoyens, prévus par la loi LAMY qui les reconnaît comme des acteurs indispensables de la co-construction de la Politique de la Ville, sont à Amiens insuffisamment associés aux décisions stratégiques, qui les concernent au premier plan ! Ce qui revient à ignorer l'avis indispensable des populations concernées ainsi que la vie associative.

5. Stopper le désengagement financier du Conseil départemental en faveur des quartiers prioritaires

Sur 3 ans la nouvelle majorité de Droite au Conseil départemental a décidé de supprimer 450 000 € sur les crédits spécifiques de la Ville en faveur du monde associatif.

A supprimé près de 15 Millions d'Euros d'investissement en faveur des quartiers nord d'Amiens sous le prétexte que la Ville avait abandonné la rénovation du quartier FAFET et d'autres secteurs.

Cette hémorragie doit être stoppée et le Conseil départemental doit être rappelé à ses obligations contractées lors de la signature du nouveau Contrat de Ville il y a 2 ans entre la Ville d'Amiens, Amiens Métropole, le Conseil départemental et le Conseil régional.

6. Inviter la nouvelle Région a engager au plus vite des programmes pour l'emploi et la formation des jeunes

La région des Hauts-de-France, élue il y a 1 an, n'a toujours pas fait connaître l'**action spécifique** qu'elle doit mener pour l'emploi et la formation dans les quartiers prioritaires de la Somme.

La lutte contre la pauvreté s'en trouve, en partie, paralysée.

Là encore, il convient de rappeler la Région, qui est aussi signataire des Contrats de Ville, au respect de ses obligations.

Proposition au Ministre de la Ville, Patrick KANNER, et au Président de l'ANRU, François PUPPONI, de se rendre à nouveau sur place pour soutenir les projets proposés

En conclusion, Francis LEC a proposé au Président de l'ANRU, François PUPPONI, de se rendre compte, directement sur le terrain à Amiens, de ces enjeux et des projets nouveaux qui pourraient être retenus.

Ce qu'il a accepté.

Il espère que le Ministre de la Ville, Patrick KANNER, qu'il avait rencontré le 10 juin dernier, se rendra lui aussi sur place pour apporter son soutien aux projets rénovés, présentés dans le département en faveur des quartiers prioritaires.